

Je veux bien que nous accordions plus d'importance au Yukon, mais nous semblons oublier qu'un tronçon de 540 milles de longueur du pipe-line traversera le nord de la Colombie-Britannique. Les problèmes inhérents à la construction du pipe-line sont tout aussi importants en Colombie-Britannique. Les autochtones peuvent en souffrir tout autant en Colombie-Britannique qu'au Yukon. Le gouvernement actuel ne s'est toutefois pas rendu compte que les répercussions écologiques et sociologiques pouvaient être tout aussi négatives en Colombie-Britannique. Le gouvernement semble avoir oublié que cette région est l'une des plus remarquables du pays. C'est la magnifique région septentrionale de la Colombie-Britannique, c'est, en fait, la région sise aux confins de la Colombie-Britannique.

Nous verrons à la lecture du rapport de l'enquête Lysyk et du rapport Berger, que nous regrettons d'avoir entrepris ce projet sans avoir tenu compte de toutes les recommandations, en particulier, de celles du rapport Lysyk. La possibilité que nous avons, dans cette région reculée, d'entretenir avec la population autochtone des rapports exceptionnels et civilisés nous rend fiers d'être Canadiens. En fait, jusqu'ici, les populations de l'Europe occidentale ont eu tendance à exploiter les populations autochtones chaque fois qu'elles sont entrées en contact avec elles. Au Canada, notre dossier n'est pas immaculé, mais je pense qu'il vaut mieux que celui des États-Unis.

Ce que le juge Berger et M. Lysyk nous ont demandé plus ou moins, c'est d'étudier le problème encore une fois, et de profiter de la nouvelle occasion qui nous était offerte de nous définir comme Canadiens et de mettre le Nord du Canada en valeur. Nous pouvons développer notre région la plus éloignée et nous pouvons le faire d'une façon civilisée. Nous pouvons aussi la développer sans tripler la fréquence des cas de maladies vénériennes et sans créer des problèmes d'alcoolisme partout dans le Nord en prenant soin d'éviter ces problèmes sociologiques.

Pas plus dans le rapport Lysyk que dans le rapport Berger, il n'a été suggéré que nous entourions le Nord d'une barrière pour en faire une espèce de musée. Au contraire, on nous propose de mettre le Nord en valeur en collaboration avec les autochtones. Ce qu'il faudrait, c'est nous assurer que ceux-ci joueront un rôle important, et tireront ainsi fierté de leur culture. Ils peuvent cultiver leur savoir-faire et travailler dans les domaines où ils excellent. Nous n'aurons plus alors le problème de voir les autochtones chercher à imiter la culture blanche pour qu'ensuite il faille plusieurs générations avant qu'ils ne reprennent confiance en eux-mêmes et en leur peuple.

Si M. le juge Berger a proposé que nous prenions des autochtones pour servir de guide ou pour exploiter un parc dans le Nord, c'est parce qu'ils le feront mieux que nous. Je me souviens que lorsque j'étais à Inuvik, et que je regardais le tracé de la vallée du Mackenzie, j'étais assis en train de boire une bière lorsqu'un Inuk m'a fait dire qu'il souhaitait que la construction du pipe-line se fasse car il était soudeur. Et il a ajouté: «Si vous et moi sortons sur la glace, je reviendrai vivant mais vous pas, car vous ne pourrez pas survivre». Il a dit également: «Ne nous enlevez pas cela, car si vous le faites, il ne nous restera rien». Et aussi: «Vous nous enlevez la fierté de notre culture». Les terribles problèmes d'alcool, et tous les problèmes que nous avons dans nos prisons où sont incarcérés

Pipe-line du Nord—Loi

un nombre d'autochtones disproportionné par rapport à la population dans son ensemble viennent de là.

Étant donné que les propositions de M. le doyen Lysyk qui étaient dans l'ensemble plus modestes que celles de M. le juge Berger n'ont pas été acceptées par le gouvernement—et que l'on n'en a pas tenu compte dans l'accord—j'ai l'intention de m'opposer à l'adoption de ce bill, en deuxième lecture. Pour moi, il n'est pas acceptable.

Quelles étaient ces propositions? Voyons certaines des propositions-clés. Il était proposé notamment de consacrer 200 millions à l'administration du Yukon, pour lui permettre de remédier aux conséquences sociologiques possibles de la construction du pipe-line. On ne parle plus de cela. N'oublions pas qu'on nous a complètement roulés avec ces 200 millions de dollars. Il s'agissait là d'un fonds de compensation, non pas d'un emprunt. Il s'agissait bien d'un actif, et tout à coup, comme d'habitude, un petit retournement de veste...

Une voix: Petit.

M. Leggatt: Je vous le concède, c'est un gros retournement. Voici 200 millions de dollars, on vous les fait miroiter et finalement on vous les reprend. En ce qui concerne cet accord, ces 200 millions représentent un zéro pointé, et le ministre le sait fort bien. Ces 200 millions de dollars, c'est du vent.

● (1712)

Il y a autre chose. Je suis certain que le député du Yukon (M. Nielsen) en a parlé, car c'est une question importante. Que se passera-t-il au Yukon, en ce qui a trait au financement du gouvernement fédéral, quand le conseil du Yukon commencera à recueillir des fonds? Le gouvernement fédéral sera-t-il alors en mesure de prétendre que tout va bien, que le Yukon peut subvenir à ses besoins et n'a plus besoin d'aide? Le pipe-line sera construit et il y aura l'apport des impôts. Le Conseil du Yukon peut être satisfait actuellement, mais il pourra être déçu en définitive quand il constatera ce qui lui sera attribué des fonds versés pour le pipe-line.

M. Nielsen: Nous n'aurons toujours pas un gouvernement responsable.

M. Leggatt: J'estime qu'il incombe aux habitants du Yukon de se prononcer là-dessus. Je suis heureux de constater que le Yukon jouira de ce revenu supplémentaire qui pourra lui aider à assumer ses propres responsabilités et à accéder au rang de province. Toutefois, je n'ai pas l'intention de prendre la parole à la Chambre pour dire à la population du Yukon comment elle doit être gouvernée. C'est à elle de prendre cette décision.

A mon avis, personne à la Chambre n'est qualifié pour aller dire aux gens du Yukon ce qu'ils doivent faire, sauf peut-être les représentants de cette région, qui connaissent mieux leurs problèmes.

M. Nielsen: Je n'oserais jamais le faire.

M. Leggatt: Le Yukon va peut-être ainsi être plus prêt d'obtenir un gouvernement autonome ou le statut de province. Mais, ne nous faisons pas d'illusion sur le montant de ces revenus, sur ces 200 millions de dollars. Il est probable qu'au bout du compte le gouvernement fédéral revienne sur les engagements financiers qu'il a pris envers le Yukon, à la suite du projet de construction du pipe-line.

Il est question, dans le rapport Lysyk, du raccordement de Dempster, que le gouvernement présente comme une grande victoire. Après tout, ce pipe-line pourrait en fin de compte